



Liban - Corruption : Le Liban, un pays du lait et du miel ... et du fiel

Par [René Naba](#)

Mondialisation.ca, 07 décembre 2015

[madaniya.info](#) 5 décembre 2015

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Histoire et Géopolitique](#)

Après 15 ans d'absence, retour à Beyrouth, le terrain des premiers reportages du signataire de ce texte. Par René Naba - Beyrouth (29 Octobre - 16 Novembre 2015)

Prélude

Dans la littérature occidentale, les petits cailloux blancs clairsemés le long de son chemin permettaient au Petit Poucet de revenir sur ses pas. A Beyrouth, les grosses pierres des acquisitions immobilières de Rafic Hariri servent de balises au libanais de retour au pays natal.

Majestueuse résidence de l'ambassadeur du Royaume Uni, (transformé en orphelinat), Lycée français des jeunes filles, (désormais Lycée mixte Abdel Kader), -propriété du clan Hariri mais géré en collaboration avec la mission culturelle française-, l'ancien palais présidentiel du quartier Qantari, qui mène au siège central de la Banque de La Méditerranée, (la banque Hariri), également dans l'escarcelle du milliardaire... jusqu'au périmètre de Solidere, le quartier ultra luxueux de Beyrouth, qui se voulait le cœur du renouveau libanais devenu depuis l'assassinat du chef du clan saoudo-américain au Liban, il y a dix ans, un quartier fantôme.

Vestige de la guerre, la Tour Murr, haut-lieu du bellicisme libanais et théâtre de mémorables batailles nocturnes à coups de mortiers et de bazooka, sur la ligne de démarcation, a été colmatée. Aucune brèche d'obus n'est plus visible. Mais l'immeuble demeure une carcasse fantomatique: Couleur béton sans fenêtres, ni vitres, ni portes, salles vides. Michel el Murr, le millionnaire, attend une bonne aubaine de spéculation immobilière pour enrichir son patrimoine déjà consistant d'une belle plus-value.

Seule séquelle visible de la guerre: le «Holliday In», le vis-à-vis de la Tour Murr. Intact, en l'état. Chaos debout, les stigmates brandis comme autant de trophées; Avec trace d'incendie aux étages, murs perforés par les obus, reliquat de balles traçantes et de rafales de mitraillettes. Surprenant spectacle, à deux pas de l'Hôtel Phoenicia, théâtre d'un défilé incessant et indécent de limousines de bellâtres et de folâtres. Sans compter l'aéroport international Rafic Hariri, (anciennement Beyrouth-Khaled), la corniche Rafic Hariri - Beyrouth) et le Boulevard Rafic Hariri (Saida). L'inventaire se passe de commentaires. Echappent au label AOC Hariri (appellation d'origine contrôlée), le sous-sol, les fonds-marins et la stratosphère du Liban. C'est d'ailleurs devant une de ses convoitises immobilières, le légendaire Hôtel Saint Georges, sur la marina de Beyrouth, que le milliardaire a été déchiqueté par une explosion, il y a dix ans. Une boulimie fatale à son destin.

Pourtant, en toile de fond de cette dolce vita meurtrière.....

La plus frondeuse des capitales arabes a été le théâtre d'un massif soulèvement populaire, l'été 2015, un quart de siècle après la fin de la guerre civile (1975-1990), en vue de renvoyer à leur pourriture et leur puanteur les détritiques de la classe politique libanaise puante et pourrie.

Retour sur ce pays, généralement présenté par une presse occidentale comme la «Suisse du Moyen-Orient». Une presse occidentale complaisante des turpitudes de ce pays, reliquat d'un paternalisme post colonial.

Le Liban, le pays du lait et du miel, tant vanté par la bible pour la pureté des cimes de ses monts enneigés et immaculés, est aussi... un pays de fiel à en juger par la corruption qui gangrène tous les secteurs de la société, tous les segments de la population, toutes les composantes socio-politiques et ethnico confessionnelles de la nation, au point d'ériger ce pays en rare exemple d'une mafocratie gouvernant contre son propre peuple.

Un système de féodalité clanique exerçant le pouvoir sur le mode oligarchique où la confiscation du pouvoir par les classes les plus aisées a générée un système de corruption généralisé, de destruction de l'État au profit des fortunes privées, dont la création ab initio d'une «dette odieuse» constitue le terme ultime d'une criminalité de type mafieuse à la base de l'enrichissement d'un pouvoir criminel protégeant des activités illégales.

Un pays en vacance de pouvoir depuis 2 ans malgré 26 tentatives d'élection d'un nouveau Président de la République

De la forfaiture: Un Président faussaire

L'exemple vient de très haut. De la magistrature suprême, en ce que le dernier président en exercice, Michel Sleimane, s'est révélé être un faussaire. Un président qui plus est ancien commandant en chef de l'armée.

Le commandant en chef d'une armée d'un pays en guerre se doit de se porter à l'avant-garde de la ligne de front et non de prendre la poudre d'escampette, particulièrement lorsque le commandement suprême est exercé au double titre de Président de la République et chef suprême d'une armée. Certes le plus petit pays arabe, mais au palmarès glorieux, qui revendique fièrement l'honneur de constituer l'ultime pays du champ de la confrontation, en guerre ouverte avec Israël.

Un honneur insigne qui commande une posture digne. Un pays artisan de glorieux faits d'armes face à l'ennemi officiel du Monde arabe ne saurait tolérer des généraux de pacotille. Une posture de franc-tireur et non de tir au flanc. De voltigeur de pointe sur les lignes de feu et non de planqué, à l'instar de son alter ego sunnite l'ancien premier ministre Saad Hariri, exfiltré à des milliers de km du Front chez ses parrains saoudiens, grand absent de cet événement, comme d'ailleurs de toutes les échéances majeures qu'a connues son pays depuis trois ans.

Et pourtant, incroyable mais vrai. Le président libanais Michel Sleimane s'est révélé être un faussaire, passible de poursuites judiciaires en France pour avoir falsifié un passeport français.

Pitoyable spectacle. Bénéficiant d'une promotion à la suite de l'assassinat de son supérieur

hiérarchique, le Général François Haggi, qui lui a grandement ouvert les voies du pouvoir, Michel Sleimane avait été saisi, du temps de son commandement de l'armée libanaise, par une soudaine tentation de Venise, pitoyable remake de la fuite de Varenne.

Toute honte bue, il avait présenté des documents falsifiés à l'ambassade de France à Beyrouth, pour obtenir un passeport français à lui et à sa famille, de même qu'à deux de ses plus collaborateurs au sein de l'armée, son directeur de cabinet, le général Toufic Jizzini et Reda Moussawi.

A l'expiration de son mandat présidentiel, Michel Sleimane a caressé le projet de prendre la tête de l'Organisation de la Francophonie, avec le soutien de la «Patrie des Droits de l'homme» qui avait assuré son impunité. Sans doute à titre de gratitude pour sa contribution à la moralisation de la vie publique libanaise.

- La suite du récit sous ce lien
<http://www.renenaba.com/presidentielles-liban-le-confessionnalisme-le-cadeau-empoisonne-de-la-france-a-ses-enfants-cheris-libanais/>

De l'imposture: Elias El Murr, Interpol en guise de bonus au Judas libanais.

Son parcours gouvernemental aura été un chapelet de forfaitures qui le conduiront par son abdication au bloc atlantiste au sommet de l'organisation de coopération criminelle, Interpol, en guise de prime à ce Judas libanais.

Pur produit de la féodalité clanique libanaise, l'homme aura asservi sa fonction, pour la vassalisation de son pays à ses ennemis. Ministre de la Défense, Elias El Murr passe pour avoir renseigné Israël sur les positions du Hezbollah durant la guerre de destruction du Liban, maintenant l'armée libanaise l'arme au pied, en juillet 2006, plutôt que d'assurer la couverture militaire de la formation paramilitaire.

Le journal libanais «Al Akhbar» a ainsi publié une trentaine de câbles émanant de l'ambassade des États-Unis à Beyrouth datant de 2008-2009. Deux d'entre eux ont fait particulièrement du bruit à Beyrouth : le premier attribue au ministre libanais de la Défense, Elias el-Murr, des conseils indirects adressés à Israël sur la manière d'agir en cas de nouvelle offensive militaire contre le Hezbollah. Le ministre aurait notamment recommandé d'éviter de «bombarder des ponts et des ouvrages d'infrastructure dans les régions chrétiennes». Selon le câble, «Murr a donné des directives (au chef de l'armée Michel) Sleimane demandant que les forces armées libanaises ne s'impliquent pas si Israël vient».

- <http://www.lefigaro.fr/international/2010/12/06/01003-20101206ARTFIG00695-cs-cables-secrets-qui-semblent-la-zizanie-au-liban.php>

Ministre de l'intérieur (2000-2004), il avait auparavant amplifié les liens du Liban à l'INTERPOL. Au-delà de toute mesure. Au-delà de toute décence. Sous sa direction, en effet, les dossiers de police partagés par le Liban dans les bases de données d'INTERPOL ont presque doublé en moins de trois ans. Autrement dit, l'homme a veillé, non à protéger ses concitoyens libanais, mais à transférer un important lot de la banque de données du renseignement libanais à Interpol pour un meilleur pistage de ces compatriotes.

Gendre du président Emile Lahoud (1998-2006), il s'assurera une posture privilégiée durant sa mandature présidentielle cumulant tour à tour les fonctions de vice premier ministre et

de ministre de l'intérieur, puis de ministre de la défense, avant de succomber aux sirènes de l'ennemi de son beau-père, le milliardaire libano saoudien Rafic Hariri et de s'aménager un destin international, loin des magouilles libanaises dont il aura été un des grands contributeurs.

Beau-frère de Gébrane Tuéni, l'ancien directeur du journal An Nahar assassiné, Elias El Murr, symbolise mieux que tout le système des alliances rotatives des éditocrates libanais de l'après-guerre. Bailleur de fonds des milices libanaises durant la guerre civile, le tandem orthodoxe s'adossera successivement au camp rival du général Michel Aoun, chef du Courant Patriotique Libanais alors en exil en France, avant de basculer dans le camp Hariri après un bref transit dans le camp du président Emile Lahoud.

Le tandem a été la cible d'un double attentat sans doute en guise de sanction d'un parcours erratique. Le ministre en a réchappé, le journaliste a succombé. Celui que des laudateurs empressés ont qualifié de «martyr de la presse libanaise» était en fait un partenaire en affaires d'un ancien milicien libanais reconverti dans le trafic des stupéfiants dont il assurera la responsabilité de chef de réseau en Europe orientale.

Avide et cupide, soucieux de rentabilité «Gaby» avait coutume de louer aux mafieux de la drogue sa voiture blindée durant son absence du Liban. Nul au sein de la commission d'enquête internationale ne s'est hasardé à fouiller cet aspect marécageux du dossier, sans doute pour ne pas écorner le processus de construction du mythe du «martyr de la presse libanaise».

Le parcours d'Elias El-Murr, homme en charge de la sécurité puis de la défense du Liban, un pays sensible, sa maîtrise de la langue arabe, sa bonne connaissance du Moyen-orient et ses excellentes relations avec les dirigeants de la zone gangrenée par le djihadisme ne lui aura été d'aucun secours.

La sphère euro méditerranéenne, sous son magistère à Interpol, est devenue une passoire de Londres (2012), à Pais (2015), à Bruxelles et Amsterdam, ainsi qu'à Tunis (2015), Koweït et surtout l'Arabie saoudite.

Sans nul doute, Elias El Murr et sa coterie familiale passeront à la postérité comme le plus bel exemple moral pour l'édification civique de la génération de la relève libanaise. Reporters Sans Frontières a d'ailleurs rétrogradé la place du Liban de la 61ème à la 91ème place entre 2005 (date de la création du TSL) et 2009, soit une perte de 39 places en cinq ans.

Sur le mercantilisme de la presse libanaise et les alliances rotatives du clan Murr-Tuéni, ce lien :

[Les tribulations de la presse libanaise 1/2](#)

[Les tribulations de la presse libanaise 2/2](#)

Le Liban, un nid d'espion, une passoire sur fond d'une presse mercantile.

- Pour le lecteur arabophone, la liste complète des espions libanais à la solde d'Israël, sur ce lien <http://www.assafir.com/Article.aspx?ArticleId=3014&EditionId=1297&ChannelId=29962>

Le Liban a longtemps fait office de soupape de sûreté à l'ordre régional, le point de dérivation des conflits inter régionaux, le lieu de dénouement des psychodrames des actes de piraterie aérienne, assumant une fonction tribunicienne pour le compte des pays arabes, dont il en constituait une caisse de résonance, et les mouvements de libération qui leur étaient affiliés. Une des plateformes opérationnelles majeures de la guerre clandestine à l'apogée de la rivalité soviéto américaine, Beyrouth a tenu la dragée haute en matière d'espionnage aux grandes capitales situées sur la ligne de démarcation du front de la guerre froide. A l'égal de Berlin, immortalisée par les romans d'espionnage John Le Carré, ou de Vienne, passée à la postérité avec son «Troisième Homme» d'Hollywood, le film du cinéaste Orson Wells.

C'est depuis Beyrouth que la guerre culturelle souterraine de la CIA contre l'idéologie marxiste a été menée, dans les années 1950-1980, sur l'ensemble du Monde arabe, à travers la presse pétro monarchique, à coups d'opération oblique, de presse périphérique, d'informations annexes et de renseignements connexes. C'est depuis la capitale libanaise que se sont ourdies les opérations de déstabilisation des régimes arabes.

C'est à Beyrouth enfin que la conférence régionale de la WACL (World Anti Communist League) s'est tenue au début de la guerre civile, en 1975, sous la présidence de Camille Chamoun, ancien président de la République du temps de la première guerre civile libanaise (1952-1958), pour convenir de la réplique américaine à la perte de Saïgon et de Pnom Penh, les deux bastions américains en Asie, signe de l'importance stratégique de la capitale libanaise et de l'implication occidentale dans le conflit libanais.

Fondée à Taiwan par Tchang Kaï-Chek, la Ligue anti-communiste mondiale (WACL), une «Internationale fasciste» regroupant d'anciens criminels de guerre nazis et nippons, a constitué la matrice de la contre insurrection dans les zones de confrontation avec la guérilla marxiste. Elle passe pour avoir recruté des mercenaires en vue de leur intégration au sein des milices chrétiennes libanaises, préluant à l'alliance militaire des phalangistes avec Israël, l'ennemi officiel du Monde arabe.

L'irruption des querelles du Monde arabe propulsée au paroxysme de la guerre froide soviéto-américaine sur la scène libanaise transformera le Liban en arène idéologique, où s'opérera un phénomène de cristallisation de la presse libanaise du fait de la rivalité égypto saoudienne.

Dans un pays qui se targue d'être un chanfre de la liberté de la presse, pas moins d'une dizaine de journaux libanais se trouvent sous perfusion égyptienne et autant sous fusion saoudienne. Tandis que le proconsul égyptien, le Général Abdel Hamid Ghaleb et son attaché de presse Anouar Jammal faisaient office de Rédacteur en chef occulte de sept quotidiens (Al-Moharrer, Al-Liwa, Al-Kifah, Al-Hourriya, Al-Anouar et Al-Hawdess), son équivalent saoudien, le Général, Ali Chaer, régnait en maître sur cinq quotidiens (Al-Hayat, Az-Zamane, Ad-Dyar, Al Joumhouriya et Ar Rouad).

Le martyrologe libanais, une industrie lucrative de la compassion

Entre culte de la mémoire et instrumentalisation d'une rente de situation, le martyrologe libanais s'est mu en industrie lucrative de la compassion.

De Patrice Lumumba (1961, Congo Kinshasa) à Steve Biko (1977, Afrique du sud) à John et Robert Kennedy et Martin Luther King (1963-1968, Etats-Unis), à Ernesto Che Guevara de la Serna (1967, Bolivie) et Salvador Allende (1973, Chili), à Bobby Sands (1981-Irlande du Nord), au Mahatma Gandhi (1948) et Indira Gandhi (1984, Inde), à Zulficar Ali Bhutto (1973) et Benazir Bhutto (2007, Pakistan): Tous les continents regorgent de personnages charismatiques, héros mythiques tombés sur le champ d'honneur du combat politique, mais nul part ailleurs qu'au Liban le culte des martyrs ne prend une telle ampleur au point que la vénération posthume des chefs de clan, la plupart fourvoyés dans des causes perdues, ressortit d'une industrie du martyrologe, une rente de situation pour les ayants droits, un passe droit permanent.

Le martyr est commun à tous les peuples de la planète, mais sa redondance est une spécialité libanaise. Peu de famille demeure dans la sobriété. Beaucoup verse dans l'ostentation. Le martyr est brandi comme un trophée, sous le halo du martyr couve en fait une vaste mystification.

- La suite du récit sur ces deux liens
<http://www.renenaba.com/le-martyrologe-libanais>
<http://www.renenaba.com/le-martyrologe-libanais-2/>

Un chiffre suffit à illustrer l'importance de Beyrouth en tant que plaque tournante de la guerre de l'ombre. Entre 1945 et 1995, c'est à dire au cours des trente premières années de leur indépendance, dix-huit coups d'état sanglants ont secoué le Monde arabe, la plupart fomentés depuis la capitale libanaise, dont huit en Syrie et trois, rien que dans l'année qui a suivi la défaite en 1949, avec les coups de force du Colonel Hosni Zaim, le 29 mars 1949, du Général Sami Hennaoui, 14 Août 1949, et du général Adib Chichakli, 19 décembre 1949.

Les visées hégémoniques de la Syrie sur le Liban s'expliquent partiellement par la volonté de Damas de sanctuariser le territoire libanais, dont elle a eu à pâtir de ses opérations de déstabilisation. Celles des Américains par le souci constant de «conserver le port de Beyrouth dans le giron de l'Occident», selon l'expression du général Alexander Haig, ancien commandant en chef de l'Otan et secrétaire d'état américain lors du siège de Beyrouth, en juin 1982. Un euphémisme qui masque mal le souci des occidentaux de garder par devers eux cette incomparable banque de données des pulsions du tiers monde militant.

Haut lieu de la contestation panarabe, Beyrouth représente, en effet, pour les Occidentaux, un observatoire permanent de la lumpen humanité, qui ont permis aux cinq cents correspondants de la presse étrangère accrédités à l'époque au Liban, et à la multitude d'honorables correspondants se plaçant dans leur sillage, d'observer le déroulement de la guerre inter yéménite entre Républicains et Monarchiques du temps de la rivalité Saoud Nasser, dans la décennie 1960.

Ainsi que les soubresauts du septembre noir jordanien, le massacre des Fedayine palestiniens par les Bédouins du Roi Hachémite, en 1970, les convulsions de la monarchie iranienne et sa chute, en 1979, dans la foulée du triomphe de la révolution islamique ou encore la riposte balistique du Hezbollah à la guerre de destruction israélienne du Liban, en

juillet 2006.

Le paradis libanais, une fournaise

Mais le paradis libanais tant vanté par les maquettes publicitaires de luxe s'est révélé être une fournaise. A l'ombre de la Dolce Vita et de la farniente de la Riviera libanaise, longtemps à la botte des états arabes, toujours à la remorque des occidentaux, constamment en quête de reconnaissance internationale, les Palestiniens paieront un lourd tribut à leur débordement de type mafieux, à leur laxisme contre révolutionnaire. Un maillon important de la chaîne de commandement en fera les frais, dont les principaux responsables politiques et militaires, que cela soit au Liban même ou à Tunis, leur troisième lieu d'exil.

Au Liban avec l'assassinat de Kamal Nasser, porte-parole officiel de l'OLP, Abou Youssef an Najjar, le ministre de l'intérieur de la centrale palestinienne, Kamal Adouane, le responsable des formations de jeunesse, tué lors d'un raid israélien en avril 1973, et le play boy Ali Hassan Salamah, chargé de la protection rapprochée de Yasser Arafat. A Tunis, avec l'assassinat des successeurs présumés du chef palestinien, Khalil Wazir, alias Abou Jihad, commandant en chef adjoint et ordonnateur de l'Intifada en Cisjordanie, et, Salah Khalaf, alias Abou Iyad, responsable de l'appareil de sécurité.

La décapitation des chefs charismatiques de la guérilla palestinienne privera le combat palestinien d'une direction révolutionnaire, déblayant la voie à la promotion de bureaucrates aux postes de commandement dont Mahmoud Abbas en constitue le parfait représentant, de la même manière que l'incarcération des deux figures emblématiques de la résistance de l'intérieur, Marwane Barghouti (Fatah) et Ahmad Saadate (FPLP) dégagera le terrain à la propulsion de deux cerbères affectés à la sécurité d'Israël, Mohammed Dahlane et Djibril Rajoub, dont le goût prononcé pour le luxe leur sera fatal.

La donne changera avec la relève chiite, et, en dépit de la disproportion des forces, le combat paraît moins inégal. Certes le Hezbollah a dû pâtir de sérieux coups de butoir tant des israéliens que des occidentaux, mais le décompte au terme de trois décennies ne lui apparaît pas totalement aussi défavorable que la supériorité technologique du camp adverse et son impunité n'auraient pu le suggérer.

Deux des prestigieux chefs du Hezbollah, Abbas Moussawi, premier chef du Hezbollah, et surtout Imad Moughnieh, le bâtisseur de sa branche militaire, ont certes été éliminés par assassinat, et le chef dignitaire religieux chiite, Cheikh Mohamad Hassan Fadlallah, objet d'un attentat manqué ourdi par la CIA avec des fonds pétro monarchiques. Mais, stoïc dans l'adversité, sa riposte a été à la hauteur de ses pertes.

Véritable prise de guerre, l'occupation de l'ambassade américaine à Téhéran, en 1980, a permis la mainmise sur un important lot de documents confidentiels, détaillant l'architecture du réseau du renseignement américain au Moyen orient et la liste des émargements.

La décapitation de l'Etat-major de la CIA pour le Moyen orient, une trentaine de personnes, lors de l'attentat contre le siège de l'ambassade américaine à Beyrouth, en 1983, de même que le dynamitage du PC des marines (214 tués), en même temps que le PC français, le Drakkar, en octobre 1983, constitueront de sérieux revers pour le renseignement occidental, accentué par la prise en otage, le 16 mars 1984, de William Buckley

officiellement diplomate américain à Beyrouth, en fait, un des animateurs de l'antenne de la CIA au Moyen Orient, mort en 1985 en captivité, après avoir, semble-t-il, fourni des précieuses indications à ses tortionnaires.

Sans compter le retentissant scandale de l'Irangate, la vente prohibée d'armes américaines à l'Iran, le scandale de la décennie 1980, allumé par une mèche à lente combustion depuis Beyrouth, pour finir par carboniser l'administration républicaine du président Ronald Reagan.

En trente ans, la guerre de l'ombre a été ponctuée de raids de commandos hélicoptérés israélien sur Beyrouth et sur le sud Liban et de spectaculaires opérations. L'enlèvement de deux responsables chiites, Cheikh Karim Obeid (1989) et Moustapha Dirani (1994), et, le contre enlèvement d'un colonel israélien du cadre de réserve Hannane Tannebaum (2000), en témoignent.

De non moins spectaculaires échanges de prisonniers aussi, une dizaine au total, permettant la libération de près de sept mille prisonniers palestiniens et arabes, en contrepartie de la restitution de dépouilles de militaires israéliens et d'espions, sans toutefois que ces gestes de conciliation n'affectent l'intensité du combat.

Beyrouth est un vaste cimetière de traîtres, mais ce bilan macabre n'a apparemment pas découragé les vocations tant cette activité périlleuse s'est révélée lucrative, à en juger par le coup de filet anti israélien réalisé par les services de sécurité libanais. Du gros gibier: Un général, deux colonels, trois cadres supérieurs occupant des fonctions névralgiques au sein d'une entreprise stratégique de communications, un président sunnite d'un conseil municipal, proche du premier ministre Saad Hariri, le frère d'un garde de corps d'un dirigeant du mouvement chiite Amal. Tous à des postes sensibles.

Soixante-dix arrestations, 25 inculpations pour espionnage au profit d'Israël, un chiffre sans précédent, infligeant au renseignement israélien l'un des plus importants revers de son histoire.

L'élément déclencheur de cette contre-offensive libanaise aura été l'assassinat en février 2008 à Damas d'Imad Moughniyeh, le cauchemar de l'Occident pendant un quart de siècle, qui conduisit cette organisation clandestine et opaque à opérer un travail de contre-espionnage en profondeur pour finir par démasquer les pisteurs: deux frères sunnites, originaires de la bourgade d'al-Marj, dans la vallée de la Bekaa, Ali et Youssef Jarrah, en possession du matériel photographique et vidéo, d'un système GPS dissimulé dans leur véhicule fréquemment garé au poste frontière de Masnaa, sur la route entre Beyrouth et Damas, en vue de pointer les responsables du Hezbollah empruntant le passage vers la Syrie. Opérant depuis vingt ans pour le compte des Israéliens, Ali Jarrah était même muni d'un passeport israélien, pour ses déplacements, via Chypre, en Israël.

Au niveau chrétien, six acteurs majeurs ont été arrêtés : Le général Adib Semaan al Alam, un ancien de la sûreté nationale, un poste où il avait aussi accès au département des passeports, source d'information capitale. Recruté par les services israéliens en 1994, il aurait loué pour le compte des Israéliens des abonnements à lignes de téléphonie cellulaire. Ses employeurs l'auraient convaincu de prendre sa retraite pour monter une agence de recrutement de domestiques asiatiques «Douglas office», qu'il utilisait comme taupes auprès de leurs employeurs, membres de la bourgeoisie libanaise. Grâce à cette couverture, Adib Alam aurait fourni des informations sur le Hezbollah et sur les mouvements internes de

l'armée libanaise. Un deuxième officier chrétien inculpé est un beau frère d'un officier de l'armée dissidente libanaise du général Antoine Lahad, les supplétifs de l'armée israélienne au sud Liban.

Convaincu de collaboration avec Israël, le colonel Mansour Diab, était directeur de l'Ecole des forces spéciales des commandos de marine, un poste qui lui a permis de superviser les opérations d'exfiltration d'agents et de transbordement de matériels d'espionnage. Celui qui passe pour être l'un des héros de la prise d'assaut du camp de réfugiés palestiniens de Nahr el-Bared, l'été 2007, blessé à l'épaule lors de l'attaque, il aurait été recruté par le Mossad pendant ses stages aux Etats-Unis.

Trois autres libanais employés d'une société de téléphonie cellulaire, la société Alpha, exerçant des fonctions sensibles au sein d'une entreprise stratégique de communications, ont été inculpés pour «intelligence avec l'ennemi». Précisément pour avoir connecté le réseau de la téléphonie mobile de leur firme au réseau des services de renseignement israéliens, leur répercutant l'ensemble du répertoire de leurs abonnés, de leurs coordonnées personnelles et professionnelles y compris les coordonnées bancaires.

Tareq Rabha, ingénieur des télécommunications, et son subordonné hiérarchique, Charbel Qazzi, auraient fourni à leurs commanditaires le code d'accès des abonnés avec possibilité de permuter les numéros de téléphone en vue de brouiller l'origine d'un appel et son destinataire. Le chef du réseau, Tareq Rabha, en poste depuis 1996, a été recruté par le Mossad en 2001 et percevait pour prix de sa trahison 10 000 dollars par mois. Un 5me chrétien, Joseph Sader, est un employé à l'aéroport de Beyrouth, qui a admis être en charge du repérage des émissaires et diplomates du Moyen-Orient transitant par l'aéroport de la capitale libanaise.

Le 6eme chrétien est une prise surprenante par son ascendance familiale et son appartenance politique. Membre du Courant Patriotique Libanais (CPL), la formation du Général Michel Aoun, le général Fayez Karam, est issu d'une famille de patriotes libanais du Nord Liban, dont le nom est indissociablement lié à l'indépendance du Liban.

Au niveau sunnite, un officier supérieur a été inculpé, originaire du Akkkar, région nord du Liban, le colonel Shahid Toumiyeh, frère de cinq officiers en service dans l'armée et la gendarmerie libanaise. Il a été arrêté en sa possession de plusieurs centaines de documents ultra secrets de l'armée libanaise.

Toujours au niveau sunnite, un proche de Saad Hariri, Ziad Ahmad Hosni, président du Conseil municipal d'une localité de la Bekaa, était chargé de pister les déplacements des dignitaires du Hezbollah dans la zone frontalière libano syrienne et d'obtenir un rendez-vous avec Hassan Nasrallah, le chef du mouvement chiite, en vue de son assassinat à distance.

Au niveau chiite, quatre prises consistantes: Ali Hussein Mintash, frère d'un garde de corps d'un dirigeant du mouvement chiite Amal, chargé du repérage des sites de lancement des missiles; le deuxième, un représentant en pharmacie, Jaoudat Salmane al Hakim, revendique un bilan particulièrement lourd puis qu'il a participé à l'assassinat de trois responsables du Hezbollah: Ghaleb Awad, dans la banlieue sud de Beyrouth, en 2004, et les frères Majzoub, à Saida, en 2006.

Toujours au niveau chiite, un garagiste de Nabatiyeh, ville chiite du Sud Liban, Marwan Fakir, un concessionnaire automobile du Hezbollah, aurait utilisé ses talents pour installer

des dispositifs de localisation sur des voitures du parti. Un quatrième chiite, Nasser Nader, est suspecté d'avoir organisé la surveillance du quartier de Dahieh, le bastion du Hezbollah dans la banlieue sud de Beyrouth, dévasté par des bombardements israéliens d'une grande précision en 2006.

La découverte de ce réseau serait le fruit d'un événement fortuit : un puissant logiciel confié par les Occidentaux à la sécurité libanaise pour détecter les anomalies des communications cellulaires dans l'enquête sur l'assassinat de Rafic Hariri, un logiciel capable d'analyser des dizaines de milliers d'appels téléphoniques et d'en déceler les anomalies.

Comme, par exemple, des téléphones portables qui ne s'activent qu'à certains moments. Ou qui ne communiquent qu'avec un ou deux numéros. Le responsable de ce programme, un brillant officier spécialiste des systèmes informatiques, le capitaine Wissam Eid, devenu sans doute encombrant par ses découvertes, a été pulvérisé, le 25 janvier 2008, par un attentat à la voiture piégée.

Plus grave, un des fournisseurs d'accès internet au Liban était alimenté par une société israélienne, la branche régionale de la société anglo italienne Tiscali, via son relais de Chypre, relié par une antenne pirate sur le Mont Barouk au Liban, une antenne pirate greffée sur l'antenne de la chaîne de télévision MTV, propriété de Gabriel Murr, frère du ministre de la défense Elias el Murr.

Pis encore, une des antennes placées au sud Liban, dans la bourgade de Safarieh, proche de Saida, était dirigée vers la zone frontalière libano israélienne, zone de déploiement de la Finul, avec un réseau disposant d'une capacité de captation de la totalité de la messagerie électronique des «Casques bleus» de l'ONU.

Toutes les communautés libanaises sont représentées : chrétiens, sunnites, chiites, originaires du Sud Liban, de la Bekaa ou de Beyrouth. Toutes ont fourni des agents, soit pour glaner des informations, soit pour préparer des dossiers d'objectif ou organiser la filature des dirigeants du Hezbollah. Certains travaillaient pour Israël depuis les années 1980, recrutés pour des motifs variés : financiers, idéologiques ou psychologiques, voire même pour des cas de chantages sexuels ou d'addiction à la drogue.

Une quarantaine de suspects ont été placés en détention, une trentaine d'autres sont toujours recherchés par les autorités libanaises. Certains ont réussi à fuir, prenant l'avion vers une destination inconnue, d'autres ont franchi la frontière entre les deux pays, toujours techniquement en guerre depuis 1949.

Ce bilan ne tient pas compte des avatars tel celui de l'agent franco afghan Karim Pakzad, représentant du Parti socialiste français à l'Internationale socialiste, arrêté le 26 avril 2007 par le Hezbollah, dans la banlieue Sud de Beyrouth, alors qu'il prenait des photos du bunker d'Hassan Nasrallah, porteur d'un appareil d'interception des communications téléphoniques, ni de la mystérieuse évaporation d'une non moins mystérieuse néerlandaise, Inneke Botter, ancien cadre supérieur de la succursale hollandaise de la firme française Orange, partenaire de la société libanaise, proche de la Mafia israélienne opérant en Europe centrale notamment en Géorgie et en Ukraine, démasquée par les services de renseignements russes. Inneke Botter, une protégée de Marwane Hamadé, à l'époque ministre des télécommunications et artisan de son recrutement.

- La suite de ce récit sur ce lien

Rummenigge, l'espion libanais du Mossad, livré aux chiens

Sa haine viscérale des Palestiniens le conduira à être l'un des agents les plus importants du Mossad israélien. Amine al-Hajj, dont le nom de code d'espion était Rummenigge, issu d'une famille nationaliste proche du Hezbollah, devra la vie sauve à l'ancien président libanais Camille Chamoun qui l'exfiltra vers les zones chrétiennes après son assassinat de 7 Palestiniens lors de la guerre civile libanaise. La proximité de Camille Chamoun avec les dirigeants israéliens favorisera un rapprochement avec Tel Aviv.

Contre les usages, une faveur suprême lui est accordée : le choix de son nom de code. Il opte pour « Rummenigge », du nom de l'icône internationale allemande de football Karl-Heinz Rummenigge, qu'il vénère. A ses employeurs, il lance : « J'espère que l'agent Rummenigge sera à la hauteur de Rummenigge le footballeur ».

Affecté à Chypre, l'espion monte un réseau de prostitution pour soutirer des informations aux Palestiniens de l'OLP sur place. Sous l'effet de l'alcool et de la présence féminine, les membres de l'OLP livrent de précieuses informations. Grâce à lui que « des centaines de terroristes ont été capturés, des tonnes d'armes saisies. Ses services ont notamment contribué à l'élimination, en juillet 1979, de Zouhair Mohsen, chef de la Saïka, faction pro-syrienne de l'OLP, assassiné à Nice. Lors de l'invasion israélienne du Liban en 1982, Rummenigge est maraicher à Achrafieh, quartier chrétien de Beyrouth. Avec le retrait des Israéliens de la capitale, Rummenigge ajuste sa stratégie et devient un homme d'affaires à la tête d'une compagnie de ferry puis à la tête d'une entreprise de transport maritime et terrestre de marchandises dans la région.

A la fin de la décennie 1980, le vent tourne. Délaissé par sa famille, promis à la mort par ses anciens amis d'enfance et que les palestiniens jurent sa mort, ses employeurs israéliens prennent leurs distance à la suite d'un différend financier l'opposant au Mossad. Une affaire de trafic de haschisch vient compliquer son dossier.

Détenu par la suite en Égypte puis menacé d'extradition vers le Liban, Amine al-Hajj supplie ses contacts au sein du Parlement israélien de le laisser rentrer au pays. In extremis, il obtient un feu vert israélien. Mais finis les traitements de faveur et les années à vivre en total impunité grâce à ses contacts hauts placés.

Un retour au Liban est impossible. Sa famille a fait les frais de ses relations avec Israël. L'un de ses frères est mort lors d'un interrogatoire par les services de renseignement syriens au Liban. Un autre a été défenestré d'un hôtel au Caire. Pourtant, plusieurs membres de sa famille occupent toujours des postes-clé au sein du Hezbollah, notamment au département juridique du parti et dans d'autres branches opérationnelles. L'un d'eux a officiellement annoncé son « excommunication de la famille », lui signifiant clairement qu'il ne peut rentrer au Liban.

Aujourd'hui, Rummenigge affirme vivre en Israël « avec des papiers périmés, sans couverture médicale, de rares bons amis » venant à son secours de temps en temps. Celui qui prétend avoir été marié avec 22 femmes dont il a eu huit enfants, se dit un homme seul. Et amer. « Les services israéliens ont profité de moi, ont soutiré tout ce qu'ils pouvaient de moi, lâche-t-il.

L'appareil sécuritaire israélien m'a « livré aux chiens ». «Livré aux chiens»!!!. Le juste

châtiment qu'un tel parcours hideux mérite. Avis aux aspirants espions libanais à la solde d'Israël. A l'image du général félon Antoine Lahad.

Le zombie syrien

La palme de la sophistication en matière d'espionnage revient à un opposant syrien. Président d'un prétendu «Mouvement Démocratique de la Gauche Syrienne», employé de la FINUL (Force Intérimaire des Nations Unies au Liban), Hani Matar améliorait ses revenus en étant un espion à la solde d'Israël. L'homme se vivait en «roi de l'astuce», s'imaginant bénéficier d'une immunité du fait de ses fonctions auprès des «casques bleus» de l'ONU, d'une protection de la part de ses employeurs israéliens et de l'indulgence tout à la fois des Occidentaux et de Israéliens puisque son travail consistait rien moins que de pister les personnalités libanaises proches du Hezbollah, Oussama Saad, le chef nassérien de Saida, de confession sunnite et le Cheikh Maher Hammoud, Imam de la Mosquée Jérusalem de Saida, également sunnite de surcroît.

Un pisteur pour l'assassinat de personnalités arabes, lui l'homme de gauche, lui le démocrate...et non un combattant pour un changement démocratique du régime en Syrie ou la libération de la Palestine. Un véritable zombie dont l'opposition syrienne en a produit un nombre incalculable de branquignoles de cet acabit; une dérive qui explique sa déconfiture, malgré le soutien considérable du bloc atlantiste et le syndicat des pétromonarchies du Golfe.

La source originale de cet article est madaniya.info

Copyright © René Naba, madaniya.info, 2015

Articles Par : René Naba

A propos :

Journaliste-écrivain, ancien responsable du Monde arabo musulman au service diplomatique de l'AFP, puis conseiller du directeur général de RMC Moyen-Orient, responsable de l'information, membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme et de l'Association d'amitié euro-arabe. Auteur de "L'Arabie saoudite, un royaume des ténèbres" (Goliath), "Du Bougnoule au sauvageon, voyage dans l'imaginaire français" (Harmattan), "Hariri, de père en fils, hommes d'affaires, premiers ministres" (Harmattan), "Les révolutions arabes et la malédiction de Camp David" (Bachari), "Média et Démocratie, la captation de l'imaginaire un enjeu du XXIème siècle" (Goliath). Depuis 2013, il est membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme (SIHR), dont le siège est à Genève et de

l'Association d'amitié euro-arabe. Depuis 2014, il est consultant à l'Institut International pour la Paix, la Justice et les Droits de l'Homme (IIPJDH) dont le siège est à Genève. Depuis le 1er septembre 2014, il est Directeur du site Madaniya.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca